

**LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT,
UNE BONNE MESURE DU NIVEAU DE VIE?
LE CAS DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR**

Michael Holden
Division de l'économie

Le 26 septembre 2003

La Direction de la recherche parlementaire de la Bibliothèque du Parlement travaille exclusivement pour le Parlement, effectuant des recherches et fournissant des informations aux parlementaires et aux comités du Sénat et de la Chambre des communes. Entre autres services non partisans, elle assure la rédaction de rapports, de documents de travail et de bulletins d'actualité. Les analystes peuvent en outre donner des consultations dans leurs domaines de compétence.

**THIS DOCUMENT IS ALSO
PUBLISHED IN ENGLISH**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	1
LE PIB PAR HABITANT COMME MESURE DU NIVEAU DE VIE.....	2
A. Avantages.....	2
B. Inconvénients	4
1. Le PIB comme mesure de l'activité économique	4
2. Le PIB comme mesure du revenu.....	5
3. Loisirs et travail	5
4. Autres indicateurs du niveau de vie.....	6
5. Distribution des revenus	7
LE CAS DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	8
A. Performance économique récente	8
B. Rapport entre la croissance du PIB par habitant et le niveau de vie	9
1. Marché du travail	9
2. Sources de la croissance du PIB	10
3. Augmentation du revenu personnel	10
4. Population et migration.....	11
CONCLUSION.....	12
BIBLIOGRAPHIE.....	13



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT, UNE BONNE MESURE DU NIVEAU DE VIE? LE CAS DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

INTRODUCTION

La principale préoccupation des économistes est de déterminer comment allouer des ressources limitées pour répondre à des besoins illimités. Ils s'intéressent donc essentiellement à la manière de maximiser le bien-être – qui est souvent assimilé au niveau de vie.

Dans les démocraties modernes, l'étude du niveau de vie a pour principal objectif de fournir une mesure du rendement économique et social qui permette d'apprécier les choix qui s'offrent en matière de politique publique⁽¹⁾. Cette opération n'est significative qu'en termes comparatifs : sans cadre de référence, on ne peut évaluer la portée d'une progression ou d'un recul du niveau de vie, ni déterminer l'efficacité des politiques visant à le relever.

Le niveau de vie est une notion nébuleuse, souvent dominée par des jugements de valeur et des goûts personnels. Toutefois, on s'entend en général assez bien sur les types de changements qui constituent une amélioration du niveau de vie, par exemple pouvoir s'offrir une voiture plus récente ou de meilleure qualité, vivre dans un quartier plus agréable, faire plus de voyages, aller plus souvent au restaurant, etc. Autrement dit, l'amélioration du niveau de vie se traduit le plus souvent par davantage de possibilités de faire des choix. Et dans la majorité des cas, ces choix ont en commun une condition préalable – les moyens financiers de les faire. Il s'ensuit que les estimations les plus courantes du niveau de vie mettent l'accent surtout, voire exclusivement, sur le revenu ou la fortune.

De toutes les mesures du revenu, le produit intérieur brut (PIB) par habitant est devenu l'indicateur dont on se sert le plus souvent pour se faire une idée du niveau de vie.

(1) Centre d'études des niveaux de vie (CENV), *An Index of Economic Well-Being for the Canadian Provinces*, Ottawa, novembre 2000, p. 7.

Essentiellement, la part de chaque personne de la production économique totale sert de représentation du niveau de vie dans un pays donné. Donc, plus la production d'un pays est élevée par habitant, plus on suppose le niveau de vie élevé.

Cette interprétation du PIB par habitant est répandue, mais on oublie souvent de se demander s'il est vraiment pertinent de se servir de cette mesure pour évaluer le niveau de vie. Même si on fait abstraction des facteurs plus impondérables qui peuvent influencer sur le bien-être personnel, le PIB par habitant présente un tableau bien partiel du niveau de vie d'une société, puisqu'il met l'accent uniquement sur les opérations commerciales.

Le présent document est une mise en garde contre le recours automatique à de telles interprétations assez larges de données économiques. Nous commencerons par examiner les avantages qu'il y a à utiliser le PIB par habitant pour mesurer le niveau de vie et préciserons certaines des principales lacunes de cet indicateur. Ensuite, nous donnerons un aperçu de la performance économique récente de Terre-Neuve-et-Labrador et verrons pourquoi, lorsqu'il est fait abstraction des autres indicateurs socioéconomiques de bien-être et de prospérité, le PIB par habitant peut donner une idée fautive du niveau de vie.

LE PIB PAR HABITANT COMME MESURE DU NIVEAU DE VIE

A. Avantages

Le raisonnement qui sous-tend l'utilisation du PIB par habitant comme mesure du niveau de vie est le suivant. La croissance du PIB réel (corrigé de l'inflation) par habitant signifie une production accrue de biens et de services par personne. Les possibilités de consommation sont alors plus grandes et les consommateurs sont plus en mesure d'acheter parce que la croissance économique tend à faire progresser le revenu des particuliers et l'emploi. D'un point de vue matériel, donc, le niveau de vie est forcément plus élevé.

Comme mesure du niveau de vie, le PIB par habitant présente plusieurs avantages. Outre qu'il est la mesure la plus large du revenu dans une économie, des chiffres sur le PIB sont disponibles pour presque tous les pays et même pour de nombreuses régions à l'intérieur des pays, ce qui facilite les comparaisons internationales. En outre, le PIB par habitant reflète l'aptitude d'une société à consommer, sans poser de jugement de valeur sur la nature de cette consommation. De plus, certains disent que, puisque le PIB par habitant

comprend des sources de revenus comme les bénéfices des entreprises, lesquels peuvent être distribués sous forme de dividendes ou réinvestis pour stimuler la consommation future⁽²⁾, il reflète les possibilités de consommation courantes mais aussi futures.

Le plus grand avantage sans doute de l'utilisation du PIB comme mesure du niveau de vie tient au fait qu'il se prête à une analyse détaillée, car il peut être décomposé mathématiquement en ses éléments constitutifs de manière intuitive⁽³⁾ :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{Population}} = \frac{\text{PIB}}{\text{Heures ouvrées}} \times \frac{\text{Heures ouvrées}}{\text{Emploi}} \times \frac{\text{Emploi}}{\text{Population active}} \times \frac{\text{Population active}}{\text{Population}}$$

Autrement dit, la formule ci-dessus revient à dire que le PIB par habitant équivaut à la productivité du travail (production par heure ouvrée) multipliée par l'effort de travail (nombre moyen d'heures ouvrées par personne employée), multiplié par une mesure du taux d'emploi⁽⁴⁾ multiplié par le taux d'activité (la proportion de la population qui a un emploi ou en cherche un). Parce que le PIB par habitant peut être interprété comme une fonction de ces quatre éléments, il est un indicateur extrêmement utile pour les chercheurs qui s'interrogent sur les causes fondamentales des changements du niveau de vie relatif⁽⁵⁾.

(2) CENV, *Raising Canadian Living Standards: A Framework for Discussion*, document de fond présenté au Forum TD sur le niveau de vie au Canada, octobre 2002, p. 6.

(3) D. Shaw, *La productivité et le niveau de vie du Canada : hier, aujourd'hui et demain* (PRB 02-23F), Ottawa, Direction de la recherche parlementaire, Bibliothèque du Parlement, octobre 2002.

(4) En fait, les économistes appellent ce chiffre l'inverse du taux de chômage. Le taux de chômage équivaut au nombre de chômeurs (personnes qui cherchent activement du travail) divisé par l'effectif de la population active (les personnes employées plus les chômeurs). Ainsi, dans l'équation ci-dessus, le nombre de personnes *employées* divisé par l'effectif de la population active est la différence entre le taux de chômage et un.

(5) Cette méthodologie est très courante dans les recherches sur le niveau de vie et la productivité du travail. Voir par exemple : Shaw (2002) et CENV (2002).

B. Inconvénients

Comme on l'a vu, le PIB est une mesure de la valeur finale des biens produits dans une économie⁽⁶⁾. En totalisant la valeur des opérations économiques, il fournit une bonne représentation du niveau de l'activité économique. Le PIB est un outil extrêmement utile aux entreprises et aux décideurs pour prendre le pouls de l'économie et prescrire les politiques qui s'imposent.

Cependant, le PIB n'a jamais été conçu comme une mesure du bien-être social. D'ailleurs, Simon Kuznets lui-même, l'inventeur du système des comptes nationaux – qui sert au calcul du PIB – mettait en garde contre une telle interprétation de ce chiffre⁽⁷⁾. Le président de la Réserve fédérale américaine Alan Greenspan a récemment fait écho à cette mise en garde en disant que si le PIB demeure la meilleure mesure de la valeur marchande des biens et services, il n'est pas nécessairement une mesure du bien-être et encore moins une bonne mesure du niveau de vie⁽⁸⁾. Nous abordons ci-dessous certaines des limites du PIB par habitant.

1. Le PIB comme mesure de l'activité économique

Si le PIB est peut-être le meilleur indicateur *existant* de l'activité économique, il demeure un instrument de mesure imparfait. Par exemple, comme le PIB ne comptabilise que les opérations commerciales, il ne prend pas en compte le travail non rémunéré. Autrement dit, une famille dont les membres font eux-mêmes le ménage et les réparations dans la maison ne contribue pas à la croissance économique (PIB), tandis qu'une famille qui embauche quelqu'un pour faire ces tâches y contribue. De plus, pour l'interprétation du PIB, toute production a une valeur positive, alors que cette production a souvent des résultats (p. ex. dégradation de l'environnement, épuisement des ressources) qui devraient être comptabilisés comme des coûts, mais ne le sont pas, de sorte que le PIB exagère la valeur de l'activité économique. En outre, le PIB n'établit aucune distinction de valeur entre les activités : la guerre, la criminalité et des catastrophes naturelles sont toutes bonnes pour le PIB, parce qu'elles sont des sources de transactions économiques.

(6) Le PIB ne mesure que la valeur des biens finals, parce que si l'on comptait les biens intermédiaires, ils seraient comptabilisés deux fois, une fois comme bien intermédiaire et une fois comme élément d'un produit final.

(7) B. Haggart, *Le produit intérieur brut et les autres indicateurs sociaux et économiques* (PRB 00-22F), Ottawa, Direction de la recherche parlementaire, Bibliothèque du Parlement, décembre 2000.

(8) *Ibid.*

En conséquence, ce n'est pas nécessairement une bonne stratégie économique de faire de la croissance du PIB une fin en soi. Le PIB ne donne qu'un tableau partiel des coûts et des avantages des opérations économiques. Il ne permet pas de tirer des conclusions sur les répercussions de la croissance économique, sa pérennité ou ses coûts à long terme.

2. Le PIB comme mesure du revenu

La question de savoir si le PIB est une bonne mesure de l'activité économique est apparentée à la question de savoir s'il est une bonne mesure du revenu. Comme nous l'avons dit, le PIB est la plus vaste mesure du revenu, car il prend en compte des sources de gains comme les placements et les bénéfices des entreprises, tout en soustrayant les effets de la dépréciation des immobilisations (des entreprises).

Les bénéfices des entreprises sont importants pour la viabilité à long terme de l'économie. Les sociétés paient des impôts sur leurs bénéfices; les bénéfices peuvent être distribués sous forme de dividendes ou réinvestis dans la recherche et le développement, les machines et l'équipement, l'expansion des entreprises, etc. Toutes ces activités améliorent le bien-être économique à long terme.

Cela ne veut pas dire pour autant que les bénéfices des sociétés contribuent de la même façon au niveau de vie que les traitements et salaires. En effet, même dans les cas où les entreprises ont de nombreux actionnaires et où les bénéfices sont distribués sous forme de dividendes, une faible partie seulement de la population est concernée, et certainement pas les pauvres. En outre, les effets éventuels des bénéfices sur la croissance économique future seront reflétés dans les données futures sur l'emploi, la productivité et les salaires. Pour ces raisons, certaines études du niveau de vie évitent de se servir du PIB comme mesure du revenu et emploient plutôt des mesures plus directes comme le revenu personnel ou le revenu personnel disponible.

3. Loisirs et travail

Le choix du PIB comme mesure du niveau de vie présente aussi le défaut de pénaliser le choix du loisir par rapport au travail. Les économistes s'entendent pour dire que les gains de productivité jouent un rôle crucial dans l'amélioration du niveau de vie (que celui-ci soit mesuré ou non au moyen du PIB). À mesure qu'augmente la productivité du travail, la quantité

de travail requise pour aboutir à un niveau donné de production diminue. La société a alors un choix : augmenter encore la production (et donc les revenus) ou réduire le travail. Pour la majorité des gens, l'une ou l'autre de ces deux solutions – davantage de revenus ou davantage de loisirs – représenterait une amélioration du niveau de vie.

Or, le PIB par habitant ne compte qu'un seul de ces deux facteurs – l'augmentation du revenu – comme favorable au bien-être. Des études montrent que la Belgique, la Norvège, la France et les Pays-Bas ont tous des économies plus productives que celle des États-Unis⁽⁹⁾. Cependant, comme tous ces pays ont choisi d'accroître le temps de loisirs plutôt que la production⁽¹⁰⁾, le PIB par habitant les place loin derrière les États-Unis pour ce qui est du niveau de vie.

4. Autres indicateurs du niveau de vie

Dans l'étude comparative des niveaux de vie, le PIB par habitant fournit une estimation du potentiel de consommation d'une population donnée. Cependant, d'autres statistiques aussi permettent de se faire une idée du niveau de vie d'un pays, notamment l'espérance de vie, le niveau d'instruction, la mortalité infantile et le taux de criminalité. On dit souvent que l'augmentation du PIB par habitant s'accompagne d'une meilleure capacité à améliorer ces éléments. Il existe en effet un rapport entre le PIB par habitant et un bon nombre de ces autres indicateurs. Il reste que la *capacité* d'améliorer l'espérance de vie, par exemple, signifie bien peu en l'absence de résultats tangibles. Si l'on prend l'exemple du Canada et des États-Unis, on constate que le PIB par habitant du Canada ne représente que 82 p. 100 environ de celui des États-Unis. Si ce constat donne à penser que les États-Unis ont une meilleure capacité d'améliorer les conditions sociales qui règnent au pays, il reste que les Canadiens ont une meilleure espérance de vie, des taux de mortalité infantile plus bas, des taux d'inscription plus élevés dans les établissements d'enseignement supérieur et des taux d'homicides moindres⁽¹¹⁾.

L'une des critiques les plus répandues du PIB par habitant comme mesure du niveau de vie est le fait qu'il ne reflète pas des indicateurs sociaux quantifiables. Ce reproche a

(9) CENV (2002), tableau 12.

(10) Dans ces pays, le nombre hebdomadaire moyen d'heures ouvrées est sensiblement inférieur à ce qu'il est aux États-Unis.

(11) Données tirées de l'indice du développement humain de 2002 des Nations Unies et de la Commission canadienne des libérations conditionnelles pour les chiffres sur les homicides.

d'ailleurs contribué à la création d'une multitude d'indicateurs de rechange dans lesquels on tente d'incorporer une partie ou la totalité de ces indicateurs sociaux dans une mesure plus globale du bien-être. Le plus connu est l'Indicateur du développement humain des Nations unies, et deux exemples canadiens sont l'indice de bien-être économique du Centre d'études des niveaux de vie (CENV) et l'indice de progrès réel élaboré par GPI Atlantic à Halifax.

Cependant, l'élaboration de nouveaux indicateurs n'a pas vraiment fait aboutir le débat. La santé, l'éducation, l'espérance de vie, les loisirs et le revenu sont tous étroitement liés, et il n'y a pas de consensus sur le poids des divers éléments dont sont composés les nouveaux indicateurs. Qu'est-ce qui est plus important? Une longue vie ou un revenu élevé? Du temps pour les loisirs ou une bonne santé? De vivre dans un quartier où la criminalité est faible ou d'avoir de bonnes perspectives d'emploi?

5. Distribution des revenus

La plus grande lacune du PIB par habitant comme mesure du niveau de vie est de ne tenir aucun compte de la distribution des revenus. En effet, il est obtenu tout simplement en divisant le PIB total par la population, ce qui donne une estimation de la part qu'a chaque personne dans la production économique du pays. Cependant, les revenus ne sont jamais distribués également. D'après les données du recensement de 2001, les 10 p. 100 de familles les plus riches du Canada comptaient pour 28 p. 100 du revenu total en 2000. Par contre, les 10 p. 100 de familles les plus pauvres ne comptaient que pour 2 p. 100 du revenu total⁽¹²⁾.

L'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé au Canada. Le revenu moyen des 10 p. 100 de familles les plus riches a progressé de 14,6 p. 100 entre 1990 et 2000, tandis que celui des 10 p. 100 de familles les plus pauvres a crû de moins de 1 p. 100 durant la même période. Cependant, comme le PIB canadien a connu une croissance relativement vigoureuse ces dernières années, sa répartition par habitant indique simplement que le niveau de vie des Canadiens s'est amélioré, sans préciser si ce sont les riches ou les pauvres qui en ont profité.

Puisque, dans la plupart des pays, un petit segment de la population compte pour une part relativement importante du revenu total, toute moyenne simple comme le PIB par habitant brosse un tableau trompeur de la situation des revenus. En effet, une poignée de gens très riches et qui gagnent des centaines et des milliers de fois le revenu moyen peut infléchir la

(12) Ces chiffres concernent le revenu familial total, et non le PIB par habitant.

moyenne. En conséquence, pour les grands échantillons, le revenu *médian* – celui qui est supérieur à celui de la moitié de la population et inférieur à celui de l'autre moitié – est une mesure plus représentative. Malheureusement, pour de nombreux pays, il n'existe pas de sources fiables de chiffres sur le PIB médian par habitant (ou d'autres statistiques sur le revenu médian).

LE CAS DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

A. Performance économique récente

Les lacunes du PIB par habitant comme indicateur du niveau de vie sont illustrées dans une étude de la performance économique récente de Terre-Neuve-et-Labrador. Le développement de l'industrie pétrolière et gazière extracôtière a déclenché une période de croissance économique presque sans précédent dans cette province. Grâce surtout à l'impulsion donnée par la production des gisements Hibernia et Terra Nova, Terre-Neuve-et-Labrador a été, de toutes les provinces canadiennes, celle où l'économie a crû le plus rapidement depuis cinq ans. Entre 1997 et 2002, le PIB provincial a progressé de 35,7 p. 100, loin devant celui de l'Ontario, qui arrive au deuxième rang avec une augmentation de 24,4 p. 100 sur la même période.

Quand on étudie les chiffres par habitant, la performance de Terre-Neuve-et-Labrador sur le plan économique apparaît encore plus remarquable. Si la plupart des provinces affichent une croissance démographique, l'émigration chronique de Terre-Neuve-et-Labrador à destination des autres provinces s'est soldée par près de 10 ans de baisse de population. Par conséquent, la croissance du PIB par habitant à Terre-Neuve-et-Labrador a été encore plus forte que la progression totale du PIB. Dans cette province, le PIB par habitant a crû de 41,4 p. 100 de 1997 à 2002, contre 18,1 p. 100 pour le Québec – la province qui arrive juste derrière – et 14,2 p. 100 au niveau national.

Ce sursaut d'activité économique a amélioré de façon spectaculaire la vigueur économique relative de Terre-Neuve-et-Labrador au sein du Canada. Le PIB par habitant y est maintenant nettement le plus élevé de toutes les provinces atlantiques et se rapproche des niveaux observés au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique.

D'ailleurs, l'amélioration de la conjoncture dans la province se constate au moyen de plusieurs indicateurs. Le marché du travail, le revenu des particuliers, les recettes publiques

et l'investissement privé, pour ne nommer que ceux-là, ont tous affiché une croissance vigoureuse ces dernières années, et les perspectives d'avenir du secteur minier et de celui de l'énergie laissent présager une forte croissance pendant encore plusieurs années.

B. Rapport entre la croissance du PIB par habitant et le niveau de vie

Sans vouloir minimiser l'importance des progrès économiques observés à Terre-Neuve-et-Labrador, on aurait tort de penser que la hausse spectaculaire du PIB par habitant de la province se traduit par une amélioration correspondante du niveau de vie. Certes, le niveau de vie a effectivement progressé, mais une amélioration de plus de 41 p. 100 en l'espace de cinq ans est hautement improbable, en plus de ne pas résister à un examen, même superficiel, des détails qui sous-tendent cette croissance.

1. Marché du travail

La province a bénéficié d'une amélioration progressive des conditions du marché du travail depuis le début de la mise en valeur des ressources extracôtières de Terre-Neuve-et-Labrador. Près de 27 000 emplois y ont été créés entre 1997 et 2002. Ces nouveaux emplois ont fait baisser le taux de chômage tout en suscitant un renouveau d'optimisme pour ce qui est des perspectives d'emploi dans la province. Un nombre record d'habitants de la province cherchent du travail et le taux d'emploi provincial (la proportion de la population en âge de travailler qui occupe un emploi) a atteint un sommet sans précédent.

Il reste que cette amélioration n'est pas proportionnelle à l'accroissement de l'activité économique dans la province. En effet, 27 000 nouveaux emplois ont été créés, mais le PIB a crû de près de 3,8 milliards de dollars, ce qui voudrait dire – toutes choses égales par ailleurs – que chaque nouvel emploi a fait grimper le PIB d'environ 139 000 \$. Ce chiffre élevé reflète en fait la nature de l'industrie pétrolière et gazière extracôtière, à forte intensité capitaliste. La récupération des ressources extracôtières exige d'importants investissements en machines, en matériel et en structures. Cependant, une fois les installations construites, les retombées à long terme de l'industrie pétrolière et gazière extracôtière sur le plan de l'emploi sont relativement faibles par rapport à celles d'autres industries à plus forte intensité de main-d'œuvre.

Autrement dit, bien que le PIB par habitant de Terre-Neuve-et-Labrador ait progressé de plus de 41 p. 100, l'amélioration des conditions du travail est bien moindre et demeure bien en deçà des niveaux observés dans les autres provinces. Terre-Neuve-et-Labrador affiche encore le taux de chômage le plus élevé et le taux d'emploi et le taux d'activité les plus faibles de toutes les provinces.

2. Sources de la croissance du PIB

Si les traitements et salaires et les autres revenus du travail constituent la part du lion du PIB à Terre-Neuve-et-Labrador, une bonne partie de la croissance économique récente de la province tient aux bénéfices des sociétés. Entre 1997 et 2001, la part du revenu du travail (comme source de PIB) dans la province a progressé d'un peu moins de 21 p. 100, alors que celle des bénéfices des sociétés a crû d'environ 176 p. 100. En 2001, les bénéfices des sociétés ont compté pour environ 12,6 p. 100 du PIB à Terre-Neuve-et-Labrador, comparativement à 10,6 p. 100 à l'échelle nationale.

On a déjà vu que, dollar pour dollar, les bénéfices des entreprises n'ont pas le même effet sur le niveau de vie que les traitements et salaires. En outre, dans le cas de Terre-Neuve-et-Labrador, une partie des sociétés à l'origine de la croissance économique de la province ont leur siège à Calgary, au Texas ou ailleurs à l'extérieur de la province. En conséquence, même si les bénéfices sont réalisés à Terre-Neuve-et-Labrador, il y a de fortes chances qu'ils soient rapatriés au moins en partie au siège de la société. Ainsi, la présence de sociétés profitables à Terre-Neuve-et-Labrador améliore effectivement les perspectives de développement extracôtier futur, et donc de croissance économique future, mais n'engendre pas d'amélioration immédiate et importante du niveau de vie dans la province⁽¹³⁾.

3. Augmentation du revenu personnel

L'écart considérable entre la croissance du PIB et celle du revenu personnel témoigne éloquemment du fait que le niveau de vie de Terre-Neuve-et-Labrador n'a pas progressé de 41 p. 100 en cinq ans. Dans cette province, le revenu personnel par habitant a crû

(13) La situation n'est pas sans rappeler le boom économique de l'Irlande. Lui aussi est un peu exagéré, bien que dans une moindre mesure, en raison du rapatriement des bénéfices par les grandes multinationales.

de 20 p. 100 entre 1997 et 2001 – croissance vigoureuse, certes, mais pas beaucoup plus élevée que la moyenne nationale de 17,7 p. 100⁽¹⁴⁾. Si l'on tient compte des régimes fiscaux, la différence entre Terre-Neuve-et-Labrador et la moyenne nationale est encore plus petite : durant la période en question, le revenu personnel disponible a progressé de 18,7 p. 100 à Terre-Neuve-et-Labrador par rapport à une moyenne nationale de 17,6 p. 100.

Au demeurant, bien que la progression du revenu personnel moyen soit vigoureuse dans la province, elle n'est pas distribuée également. L'industrie pétrolière et gazière est une activité à forte intensité capitalistique, qui crée donc relativement peu d'emplois, dont beaucoup se situent dans des domaines bien rémunérés comme le génie, la construction et les métiers spécialisés. Il est donc essentiel, pour le potentiel économique à long terme de la province, d'attirer et de retenir ce type de travailleurs qualifiés. Cependant, l'augmentation du revenu moyen qui résulte de la création de ce type d'emplois n'améliore en rien le niveau de vie de la majorité des résidents.

4. Population et migration

Enfin, puisque le PIB par habitant est maintenant plus élevé à Terre-Neuve-et-Labrador qu'il ne l'est en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick ou à l'Île-du-Prince-Édouard, on aurait pu s'attendre à ce que l'aisance toute nouvelle de la province la plus à l'est du Canada attire des Canadiens des autres régions désireux de profiter d'un niveau de vie plus élevé. C'est d'ailleurs ce qui semble se produire. Entre 1998 et 2002, le nombre des Canadiens qui se sont installés à Terre-Neuve-et-Labrador ou qui y sont retournés a progressé de 58 p. 100, tandis que le nombre d'habitants de la province qui émigrent a diminué de 16 p. 100. Cela n'a cependant pas suffi à contenir l'émigration nette de la province : en 2002, en chiffres nets, 2 500 personnes ont quitté Terre-Neuve-et-Labrador pour aller s'installer ailleurs au Canada. La même année, l'Île-du-Prince-Édouard – pourtant la province qui affiche actuellement le PIB par habitant le plus faible du Canada – a été celle qui a attiré le plus de migrants interprovinciaux en chiffres nets⁽¹⁵⁾.

(14) Il n'y a pas de données sur le revenu personnel pour 2002. Contrairement aux taux d'accroissement du PIB, les chiffres sur le revenu personnel disponible ne tiennent pas compte des effets de l'inflation.

(15) L'Île-du-Prince-Édouard a enregistré un solde migratoire interprovincial négatif une seule fois dans les dix dernières années. C'est l'Alberta qui vient au second rang : elle n'a enregistré un solde migratoire négatif que trois fois dans les dix dernières années.

CONCLUSION

Depuis l'invention du système des comptes nationaux, le PIB est devenu la mesure la plus acceptée de la production économique. Comme le PIB mesure la valeur marchande de tous les biens et services finals produits, il est maintenant aussi assimilé à une définition large du revenu : un pays est considéré comme riche s'il produit des biens chers.

Partant du principe que la capacité d'une société à s'améliorer augmente avec la richesse, beaucoup d'économistes et de sociologues en ont conclu que plus la production d'une société donnée est élevée, mieux se porte cette société d'un point de vue matériel. En conséquence, la part par personne de la production économique – le PIB par habitant – est de plus en plus considérée comme une mesure du niveau de vie.

Or, le présent document montre bien que si le PIB par habitant est une mesure large de la production économique, il n'en est pas moins une mesure très approximative du niveau de vie, surtout quand on ne tient aucun compte des autres indicateurs économiques et sociaux. Si l'augmentation du PIB par habitant peut effectivement contribuer à la prospérité, elle ne se traduit pas nécessairement par une progression équivalente du niveau de vie, réalité évidente dans l'exemple de Terre-Neuve-et-Labrador. Bien que le PIB par habitant de cette province ait grimpé de plus de 41 p. 100 entre 1997 et 2002, il serait erroné d'en conclure que le niveau de vie a augmenté d'autant. Une telle interprétation superficielle du PIB par habitant risque fort de conduire à la conclusion erronée que l'augmentation du PIB est une fin en soi et non un moyen d'en arriver à une fin.

BIBLIOGRAPHIE

Centre d'études des niveaux de vie.

- *An Index of Economic Well-Being for the Canadian Provinces*, Ottawa, novembre 2000.
- *Raising Canadian Living Standards: A Framework for Discussion*, document de fond présenté au Forum TD sur le niveau de vie au Canada, octobre 2002.

Federal Reserve Bank of Boston. « How Do We Measure Standard of Living? », *The Ledger*, hiver 2003.

Finlayson, J. et K. Peacock. « Living Standards: How Does BC Compare? », *Policy Perspectives*, vol. 9, n° 4, Vancouver, Business Council of British Columbia, août 2002.

Fisher, T. et D. Hostland. « The Long View: Labour Productivity, Labour Income and Living Standards in Canada », *The Review of Economic Performance and Social Progress*, vol. 2, dir. par K. Banting, A. Sharpe et F. St-Hilaire, Montréal, Institut de recherche en politiques publiques, 2002.

Godfrey, J. *Standard of Living or Quality of Life: Does One Come First?*, mémoire au Forum TD sur le niveau de vie au Canada, juillet 2002.

Haggart, B. *Le produit intérieur brut et les autres indicateurs sociaux et économiques* (PRB 00-22F), Ottawa, Direction de la recherche parlementaire, Bibliothèque du Parlement, décembre 2000.

Létourneau, R. et M. Lajoie. *La comparaison des niveaux de vie au Canada et aux États-Unis – Une perspective régionale*, Ottawa, Industrie Canada, Document hors-série n° 22, février 2000.

Shaw, D. *La productivité et le niveau de vie au Canada : hier, aujourd'hui et demain* (PRB 02-23F), Ottawa, Direction de la recherche parlementaire, Bibliothèque du Parlement, octobre 2002.